

# *Discours de M. Philippe Vasseur*

Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

Vous aviez choisi le thème des « interdits alimentaires » il y a de nombreux mois. Depuis, la crise de la vache folle nous a frappé de plein fouet et elle donne à vos travaux une importance nouvelle. Cette crise aura des conséquences durables sur notre filière agro-alimentaire.

*Mais surtout, elle a révélé l'ampleur des interrogations et même des craintes des consommateurs en matière d'alimentation et cela doit nous amener à réfléchir en dépassant largement le seul contexte de l'ESB.*

Vos travaux s'inscrivent dans ce cadre et je me réjouis que vous ayez en quelque sorte devancé la crise pour vous poser les bonnes questions. Cela démontre, s'il en était besoin, la pertinence de ces Entretiens de Belley.

Vous avez évoqué, hier, les interdits d'origine religieuse, puis l'ensemble des questions que soulève aujourd'hui la consommation de produits d'origine animale. Vous traiterez tout à l'heure des interdits d'aujourd'hui et de demain, notamment ceux liés à l'apparition de nouvelles technologies.

Vos débats montrent que la notion d'interdit alimentaire n'est pas nouvelle. Elle a toujours existé, quelles qu'en soient les motivations, notamment religieuses.

*Chaque époque, chaque civilisation, chaque classe sociale se caractérise par une alimentation spécifique. L'alimentation est un élément fondamental de notre culture.* Elle reflète notre conception des valeurs, nos croyances, nos craintes, nos espoirs.

Beaucoup d'historiens s'intéressent d'ailleurs à notre alimentation depuis l'origine de l'homme et en tirent de nombreux enseignements sur l'histoire de nos civilisations.

Nos coutumes alimentaires prennent, le plus souvent, la forme d'habitudes, de recettes, de modes de préparation ou de consommation des produits. *Mais elles peuvent aussi prendre la forme de véritables interdits,* tels que ceux édictés par les

---

Philippe Vasseur

Ministre de l'Agriculture, de la pêche  
et de l'alimentation

---

religions, que nous connaissons tous et que vous avez détaillés hier. Certains sont si présents qu'ils nous paraissent naturels.

Il est du devoir des pouvoirs publics :

- non seulement de permettre le développement de la production et de la commercialisation des produits exigés par les pratiques religieuses, dans le respect des règles qui s'appliquent à tous, notamment en matière de sécurité alimentaire,
- mais aussi de permettre à chacun de suivre les pratiques imposées par ses croyances, dans le respect des principes de laïcité de notre nation.

Nous pouvons, quelle que soit notre langue, notre religion, notre situation, utiliser les mêmes véhicules, les mêmes ordinateurs, mais nous ne pourrons jamais avoir la même alimentation, car cela fait partie de notre culture, au plus profond de nous-mêmes.

Les interdits alimentaires constituent l'expression la plus visible, peut-être la plus spectaculaire de ce lien fondamental entre civilisation et alimentation.

*Aujourd'hui, pourtant, je crois que le contexte a fondamentalement changé :*

Nous sommes en train de créer nous-mêmes de nouveaux types d'interdits, moins liés à notre culture, mais que nous avons générés et que nous subissons.

Je crois que c'est une évolution fondamentale, dont il nous faut bien mesurer les conséquences, car c'est une évolution profonde et durable, que nous devons d'abord comprendre. J'y vois pour ma part une triple origine.

*Tout d'abord, le progrès a permis à l'homme de maîtriser de plus en plus la nature, de la contrôler, voire de la manipuler.*

Le génie génétique ne date pas d'hier, cela fait longtemps que les agronomes tentent d'améliorer les espèces, mais il a pris aujourd'hui une ampleur nouvelle, qui pose question et suscite des réticences. Mais l'évolution technique concerne aussi les modes d'élevage, la transformation des produits, l'utilisation des produits phytosanitaires, et bien d'autres techniques qui font que notre alimentation paraît de moins en moins « natu-

relle » ; c'est un facteur récent et qui ne fera que s'accroître dans l'avenir.

*Le second facteur est celui des attentes des consommateurs et de la population.*

Nos attentes en matière d'alimentation n'ont cessé d'évoluer. Elles sont aujourd'hui multiples avec quelques éléments déterminants : nous attendons de notre alimentation qu'elle soit, avant tout, *parfaitement sûre* au plan sanitaire.

Nous souhaitons qu'elle soit la moins chère possible. Nous ne consacrons plus que 17 % de notre budget à l'alimentation, contre 45 % il y a moins d'un demi siècle.

Nous attendons des produits que nous consommons qu'ils aient un bel aspect, qu'ils soient pratiques et même, qu'ils contribuent à notre santé et à notre forme.

Il ne s'agit donc plus seulement de « manger pour vivre », selon l'expression consacrée, car nous attendons bien plus aujourd'hui de notre alimentation et cette diversification extraordinaire de nos attentes est un facteur essentiel qui explique en grande partie la mutation actuelle.

*Enfin, troisième facteur, nous avons créé une fracture importante entre le consommateur et le producteur.* L'urbanisation de notre société, la transformation de plus en plus grande et de plus en plus sophistiquée des produits, tout cela nous éloigne considérablement de la production des matières premières. Nous consommons des produits sans savoir comment ils ont été élaborés, à partir de quoi, à quel endroit.

Je caricature bien sûr, mais je crois néanmoins qu'il s'agit d'une tendance réelle qui explique que certains « réveils » ou prises de conscience soient brutaux et douloureux.

Ces trois facteurs fondamentaux - l'évolution des techniques, la multiplicité des attentes, l'éloignement du producteur et du consommateur - expliquent, à mon sens, les grandes évolutions de notre filière agro-alimentaire et les réactions que nous connaissons aujourd'hui.

Soyons lucides : c'est pour répondre aux attentes d'une alimentation bon marché et présentant certaines caracté-

ristiques que nous avons développé l'élevage intensif. C'est pour présenter de beaux fruits que nous avons utilisé les possibilités offertes par les biotechnologies. C'est pour répondre à d'autres attentes encore que nous avons développé l'utilisation d'additifs, de conservateurs et, en amont, de produits phyto-sanitaires.

Il ne servirait à rien de montrer du doigt tel ou tel maillon de la filière, qu'il s'agisse des agriculteurs ou des industriels de l'agro-alimentaire. Nous avons collectivement suscité cette évolution, sans en être totalement maîtres ni totalement conscients, mais cela répondait à nos attentes et cela suffisait. Nous avons aujourd'hui une alimentation dix fois plus sûre et trois fois moins chère qu'il y a un demi siècle. C'est un résultat que l'on ne peut que saluer, même si cela s'est fait dans des conditions que beaucoup semblent découvrir aujourd'hui et que certains rejettent.

*Nous avons créé nos propres interdits et c'est cela qui est nouveau et que nous devons désormais prendre en compte. C'est à nous tous, collectivement, d'y faire face.*

Je tenais à bien vous faire mesurer dans quelle situation, de mon point de vue, nous nous trouvons, car la tendance actuelle est durable : les techniques vont continuer de progresser; nous avons de plus en plus de mal à les accepter et dans le même temps nous attendons toujours plus de notre alimentation.

*Comment faire face aux interdits alimentaires d'aujourd'hui et de demain ? Comment réconcilier le consommateur et son alimentation ? Comment éviter que le fossé ne se creuse encore entre le consommateur et le producteur ?*

Il s'agit d'une question lourde de conséquences. Bien sûr, nous continuerons à nous alimenter. Le secteur agro-alimentaire est d'ailleurs l'un des secteurs économiques les plus stables, mais si nous ne faisons rien, nous risquons quand même de mettre en péril des pans entiers de notre agriculture et surtout nous risquons de faire des interrogations ou des craintes actuelles les dogmes de demain et nous risquons d'attiser des réactions négatives des consommateurs

C'est un véritable défi pour l'avenir et il concerne tout le monde, du producteur au consommateur en passant par les pouvoirs publics.

*L'enjeu c'est de prendre en compte les interrogations actuelles des consommateurs.*

Certaines sont parfaitement fondées et nous devons tout mettre en œuvre pour y répondre.

D'autres sont peut être moins justifiées et nous devons alors faire un effort d'explication, de pédagogie et de transparence; le pire serait la politique de l'autruche. Nous ne pouvons pas ignorer les interrogations actuelles.

Nous devons néanmoins éviter deux écueils :

- d'abord, celui de créer une consommation alimentaire « à deux vitesses » : d'une part, une consommation qui répondrait aux attentes des consommateurs les plus exigeants et qui en ont les moyens; d'autre part, une consommation pour le reste des consommateurs.

- le second écueil est celui de l'« exploitation » des interdits ali-mentaires. Un interdit, c'est un nouveau marché qui s'ouvre et qui peut aussi être exploité par des « experts » et des industriels qui y voient un nouveau créneau : c'est un risque à éviter.

Je voudrais vous proposer quelques pistes pour l'avenir. Il s'agit, tout d'abord, de dialoguer et d'expliquer. Les interdits actuels naissent souvent de l'ignorance ou de l'absence de transparence. Pour dialoguer et expliquer, je rencontre tous les deux mois les organisations de consommateurs afin d'évoquer l'ensemble des questions relatives à l'alimentation. C'est mon rôle de ministre de l'alimentation de rencontrer l'ensemble de partenaires et je crois que ce dialogue est fructueux.

Mais les pouvoirs publics ne sont pas les seuls concernés. La filière agro-alimentaire a aussi son rôle à jouer. Nous devons être plus transparents sur le mode d'élaboration de nos produits alimentaires.

C'est au consommateur qui est adulte et responsable de faire la part des choses, en prenant en compte toutes les composantes du problème : les conditions d'élaboration des produits, mais aussi leur coût

et leurs caractéristiques, et en fonction de cela, c'est au consommateur de faire son choix.

Une telle politique de transparence doit aussi s'accompagner *d'une meilleure information du consommateur*. Des efforts importants ont été faits en la matière depuis plusieurs années.

Mais il faut sans doute aller plus loin. C'est par exemple le cas dans la filière viande, où toutes les études montrent que le consommateur attend une information sur l'identification de l'origine et vous savez que nous travaillons sur la question au niveau européen.

*Mais cet effort d'information et de transparence ne suffira pas. Il faut aussi apporter des réponses aux craintes exprimées par les consommateurs et à leurs attentes.*

Mais prenons garde à l'exploitation qui pourrait être faite de certaines d'entre elles. Tout le monde ne peut pas s'improviser nutritionniste. Tout le monde ne peut pas se déclarer spécialiste du bien-être des animaux. Nous devons, là encore, faire la part des choses et éviter les discours excessifs de tous ceux qui prétendent, au nom de la santé ou du civisme, qu'il n'est pas bon de manger tel ou tel produit.

Nous devons tout autant nous interroger sur la crédibilité de notre discours dans ce domaine. Si la filière agro-alimentaire s'exprime seule, cela ne suffira pas et cela pourrait même paraître suspect. Nous devons donc construire un vrai discours consensuel sur l'alimentation, en associant producteurs, consommateurs et pouvoirs publics.

C'est ce que j'essaie de faire en associant les uns et les autres à mes réflexions et c'est aussi le rôle du Conseil National de l'Alimentation, que j'ai souhaité relancer il y a quelques mois et dont je souhaite qu'il puisse se saisir de certains de ces nouveaux interdits et formuler des avis. Le CNA a l'avantage de réunir toutes les parties concernées par ces questions et il me semble constituer une excellente instance de concertation.

Mais c'est aussi au ministère de l'agriculture de renforcer la crédibilité de son discours et de son action.

Je crois avoir démontré, notamment à l'occasion de la crise

de l'ESB, un souci de transparence et de rigueur, une volonté de préserver, avant tout, la santé publique.

Mais il faut agir avec raison et démystifier certaines craintes et certaines croyances savamment entretenues, et qui peuvent parfois conduire à des habitudes de consommation détestables, par exemple à une alimentation déséquilibrée.

D'autres attentes doivent effectivement être prises en compte. Nous devons, par exemple, apporter des réponses pragmatiques à la question du bien-être animal, tout en mesurant les conséquences économiques de ces réponses pour les producteurs, mais aussi pour les consommateurs.

Nous l'avons déjà fait l'an dernier avec le dossier du transport des animaux et c'est dans cet esprit que je souhaite continuer à travailler. Les positions sont assez divergentes en Europe mais mon premier objectif est de parvenir à un consensus acceptable par le plus grand nombre.

Il y a un autre dossier particulièrement épineux, que vous évoquerez tout à l'heure, c'est celui des biotechnologies et particulièrement des organismes génétiquement modifiés. Là encore le pragmatisme et la transparence doivent s'imposer.

Je sais que les possibilités ouvertes par la science sont très importantes et suscitent de grandes inquiétudes dans le domaine de la santé mais aussi de la morale.

Le progrès ne devrait être mis en œuvre que lorsqu'il est utile et parfaitement maîtrisé.

Je crois là encore aux vertus de la communication. Si nous avons la certitude scientifique que la production d'un organisme génétiquement modifié n'a pas de conséquence pour l'homme ni sur son environnement, et si l'information nécessaire est donnée au consommateur, alors nous pouvons poursuivre nos efforts de recherche et de développement, dès lors que cela répond à des objectifs d'intérêt collectif, comme la protection de cultures.

Il ne s'agit pas de jouer aux « apprentis sorciers », mais le choix est à faire entre, d'une part une utilisation maîtrisée et encadrée des biotechnologies et d'autre



part une interdiction générale qui pourrait conduire à une évolution non maîtrisée, à des fraudes. C'est un risque à ne pas négliger.

Je n'oublie pas d'autres technologies nouvelles, qui font également couler beaucoup d'encre ; c'est le cas de l'ionisation, dont le développement est fortement freiné par les réticences des consommateurs.

Là encore, une bonne information aurait été utile. Il ne s'agit pas de chercher à séduire le consommateur par l'innovation en tant que telle, car il y est très peu sensible, mais plutôt pour ce que l'innovation peut apporter en termes de sécurité ou d'agrément.

Mais, nous ne devons pas chercher non plus à harmoniser, à unifier les attentes des consommateurs.

Ce qui constitue un interdit pour les uns peut constituer une habitude de consommation pour les autres.

Mais, ce qui est sûr en revanche, c'est que tout consommateur doit pouvoir gérer et choisir son alimentation en toute connaissance de cause.

Vous savez que j'ai donné, depuis mon arrivée au ministère de l'agriculture, une priorité au développement des signes de qualité, qui permettent d'identifier les produits qui présentent des caractéristiques particulières. Je souhaite vous dire dans quel esprit je souhaite faire évoluer ces signes de qualité.

Les enquêtes réalisées auprès des consommateurs mettent en évidence de fortes attentes en faveur d'une information fiable et indépendante sur l'origine ou sur les caractéristiques des produits. C'est à ces attentes que doivent répondre les produits sous signe de qualité.

Pour autant, il n'est pas question de créer une consommation à deux vitesses avec, d'un côté, des produits sous signes de qualité pour les consommateurs fortunés et, de l'autre côté, des produits de masse moins sûrs et moins bons pour les autres.

1) *Tous les produits alimentaires doivent répondre à des exigences de haut niveau en matière de sécurité alimentaire et d'information du consommateur. Et, s'il faut pour tel ou tel type de produit, renforcer l'une ou l'autre des exigences réglementaires parce qu'il y va*

de l'intérêt du consommateur, il faut le faire et pas seulement sur les produits sous signe de qualité.

2) Au delà de ces contraintes générales, il peut être intéressant de disposer de produits qui présentent des caractéristiques particulières concernant le mode ou le lieu de fabrication et qui bénéficient d'une authentification et d'un contrôle indépendants de ces caractéristiques. C'est, je le crois, l'objet de la « *certification de conformité* », même si ce nom n'est pas très parlant pour le consommateur.

Je préférerais quant à moi parler de « *produit aux caractéristiques garanties* ».

3) Enfin certains produits bénéficient de qualités, d'une réputation ou d'un lien avec leur terroir qui les placent « au-dessus du lot ». Ces produits doivent alors bénéficier d'un label ou d'une *appellation d'origine contrôlée*.

Telle doit être la conception de nos signes de qualité : nous devons encore améliorer la lisibilité de notre dispositif. En positionnant nos signes comme je l'ai indiqué, je crois que nous pourrions y parvenir.

Je n'oublie naturellement pas l'agriculture biologique, qui répond à de vraies attentes et qui connaît actuellement un important développement.

Les produits sous signe de qualité peuvent constituer une réponse à ces nouveaux interdits, mais ce ne doit pas être la seule.

Vous avez, en choisissant de débattre des interdits alimentaires, abordé l'un des sujets les plus difficiles que nous aurons à traiter dans les années à venir.

Comment, en effet, assumer nos propres contradictions et accepter une alimentation dont nous rejetons certains aspects aujourd'hui et que nous avons pourtant implicitement suscités ? Tel est le défi auquel nous devons faire face.

Les interdits alimentaires ont changé de nature. Aux interdits culturels et religieux que nous respectons et auxquels la filière doit répondre, sont venus s'ajouter des interdits plus récents que nous avons créés et qui peuvent mettre en péril l'équilibre de certaines de nos filières.

Nous ne pouvons les ignorer. Nous avons le devoir de les prendre en compte et d'apporter les réponses nécessaires. Cela passe par une plus grande transparence, par un effort de communication et d'explication crédible et consensuel, par une évolution maîtrisée des nouvelles technologies et par une meilleure identification des produits alimentaires. Le consommateur d'aujourd'hui doit pouvoir choisir en toute connaissance de cause.

J'ai décidé de placer le consommateur au cœur de ma politique agricole. C'est pour certains une révolution culturelle, mais c'est pour tous une évolution nécessaire. C'est à ce prix que nous pourrions répondre à ces nouveaux interdits et que nous pourrions réconcilier le consommateur et la filière agro-alimentaire.

Nos agriculteurs sont aussi des citoyens. Ils sont soucieux du respect de l'environnement, du bien-être animal et ils auront à cœur de prendre en compte les attentes de la population, comme ils ont réussi à assurer l'autosuffisance alimentaire du pays.

Les attentes aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Il nous appartient de les identifier et de faire en sorte que nous puissions toujours offrir à nos concitoyens une alimentation conforme à leurs besoins, une alimentation conforme à notre culture, afin que la France demeure un grand pays agricole et une référence internationale pour sa gastronomie.